

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 509

[S - C - 99/29087]

4 JANVIER 1999. — Décret relatif aux fonctions de promotion et de sélection (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent décret s'applique:

1° aux membres du personnel de l'enseignement qui exercent leurs fonctions dans les établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire ordinaire et spécial organisés par la Communauté française;

2° aux membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements visés au 1°.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, 1°, le présent décret ne s'applique pas :

1° aux fonctions relevant de l'une des catégories suivantes: personnel social, personnel psychologique, personnel administratif, personnel de maîtrise, gens de métier et de service;

2° aux fonctions exercées dans les établissements d'enseignement de promotion sociale.

Par dérogation au paragraphe 1^{er}, 2°, le présent décret ne s'applique pas :

1° aux membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance des établissements visés à l'alinéa 1^{er}, 2°;

2° aux inspecteurs de religion.

§ 3. Sont applicables aux membres du personnel subsidiés des établissements d'enseignement subventionnés par la Communauté française les dispositions suivantes du présent décret :

1° le chapitre II ainsi que les articles 43, 44 et 45;

2° l'article 8, alinéa 2;

3° les articles 17, 19, 23, 24, 25, 26 et 27 dans la mesure où ils sont relatifs aux fonctions visées à l'article 8, alinéa 2.

Art. 2. L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

CHAPITRE II. — Des fonctions de sélection et de promotion que peuvent exercer les membres du personnel enseignant dans l'enseignement maternel, primaire, fondamental et secondaire ordinaire et spécial

Art. 3. Les fonctions de promotion que peuvent exercer les membres du personnel enseignant dans l'enseignement maternel, primaire ou fondamental sont celles de directeur d'école maternelle, de directeur d'école primaire et de directeur d'école fondamentale.

Art. 4. Les fonctions de promotion que peuvent exercer les membres du personnel enseignant dans l'enseignement secondaire sont les suivantes:

1° directeur de l'enseignement secondaire inférieur;

2° préfet des études ou directeur;

3° chef de travaux d'atelier;

4° directeur d'un centre technique et pédagogique;

5° directeur d'un centre d'autoformation et de formation continuée.

Art. 5. Les fonctions de sélection que peuvent exercer les membres du personnel enseignant dans l'enseignement secondaire sont les suivantes :

1° sous-directeur de l'enseignement secondaire inférieur;

2° proviseur ou sous-directeur;

3° chef d'atelier;

4° chef d'atelier d'un centre technique et pédagogique.

Art. 6. Dans les établissements n'organisant pas le 3e degré de l'enseignement secondaire ni les 5e et 6e années de l'enseignement secondaire de type 2, la fonction de promotion est la fonction de directeur de l'enseignement secondaire inférieur.

Dans les établissements n'organisant pas le 3e degré de l'enseignement secondaire ni les 5e et 6e années de l'enseignement secondaire de type 2, la fonction de sélection est la fonction de sous-directeur de l'enseignement secondaire inférieur.

Art. 7. Le Gouvernement fixe les échelles de traitement attachées à chacune des fonctions de sélection et de promotion dans le respect des règles suivantes :

1. A ancienneté égale, la rémunération d'un titulaire d'une fonction de sélection est supérieure d'au moins 5 % et d'au plus 30 % à la rémunération du titulaire de la fonction de recrutement qui lui a donné accès à cette fonction de sélection;

2. A ancienneté égale, la rémunération d'un titulaire d'une fonction de promotion est supérieure d'au moins 10 % et d'au plus 35 % à la rémunération du titulaire de la fonction de recrutement qui lui a donné accès à cette fonction de promotion;

3. Le maximum de l'échelle barémique est atteint à l'ancienneté 28 ans pour les échelles de la classe d'âge 21 ans, à l'ancienneté 27 ans pour les échelles de la classe d'âge 22 ans, à l'ancienneté 26 ans pour les échelles de la classe d'âge 23 ans, à l'ancienneté 25 ans pour les échelles de la classe d'âge 24 ans;

4. Entre le minimum d'une échelle d'une fonction de sélection ou de promotion et son maximum, l'écart est d'au moins 50 % et d'au plus 75 %.

Le Gouvernement attribue aux préfets des études ou directeurs, chefs de travaux d'atelier, proviseurs ou sous-directeurs et chefs d'atelier visés aux articles 4 et 5, des échelles barémiques différentes en fonction d'une part du niveau d'enseignement secondaire auquel les membres du personnel concernés ont exercé à titre définitif la fonction de recrutement qui leur a permis d'accéder, directement ou indirectement, à la fonction de sélection ou de promotion, d'autre part de leur titre de capacité.

Les alinéas 1^{er} et 2 ne sont pas applicables aux membres du personnel des services d'inspection.

CHAPITRE III. — Des fonctions donnant accès aux fonctions de sélection et de promotion que peuvent exercer les membres du personnel enseignant ou auxiliaire d'éducation dans l'enseignement maternel, primaire, fondamental et secondaire ordinaire et spécial de la Communauté française ainsi que de certaines conditions requises pour y être nommé

Art. 8. Tout membre du personnel enseignant ou auxiliaire d'éducation nommé à titre définitif dans l'enseignement de la Communauté française dans une fonction donnant accès à une fonction de sélection ou de promotion, porteur du titre requis pour la fonction à laquelle il est nommé ainsi que du titre spécifique lorsqu'il est exigé pour la fonction de sélection ou de promotion considérée, peut y être nommé aux conditions suivantes :

1° exercer une fonction à prestations complètes dans l'enseignement de la Communauté française ou comprenant au moins les deux tiers du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes;

2° compter l'ancienneté de service et l'ancienneté de fonction que détermine le Gouvernement; les anciennetés requises ne peuvent être supérieures à dix ans;

3° ne pas avoir encouru une peine disciplinaire au cours des cinq années précédentes;

4° avoir reçu au moins la mention « bon » au dernier bulletin de signalement;

5° avoir reçu au moins la mention « bon » au dernier rapport d'inspection;

6° être titulaire du brevet en rapport avec la fonction à conférer.

Pour les fonctions d'inspecteur de cours artistiques dans les établissements d'enseignement artistique, ainsi que pour les fonctions d'inspecteur de cours technique et de pratique professionnelle, les candidats exerçant une fonction à prestations complètes ou comprenant au moins les 2/3 du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement subventionné par la Communauté française sont également admissibles pour autant qu'ils réunissent les conditions suivantes :

1° être nommé ou engagé définitivement dans la fonction donnant accès à la fonction de promotion et y compter l'ancienneté de service et l'ancienneté de fonction que détermine le Gouvernement; les anciennetés requises ne peuvent être supérieures à dix ans;

2° être porteur du titre requis pour la fonction à laquelle ils sont nommés;

3° être titulaire du brevet en rapport avec la fonction à conférer.

Art. 9. Pour être nommés à la fonction de promotion de directeur d'école maternelle dans l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel doivent être nommés à la fonction de recrutement d'instituteur maternel et porteurs du diplôme d'instituteur maternel.

Pour être nommés à la fonction de promotion de directeur d'école primaire dans l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel doivent être nommés à la fonction de recrutement d'instituteur primaire, de maître de morale, de maître de cours spéciaux, ou de maître de seconde langue et porteurs du diplôme d'instituteur primaire.

Pour être nommés à la fonction de promotion de directeur d'école fondamentale dans l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel doivent être nommés à la fonction de recrutement d'instituteur maternel, d'instituteur primaire, de maître de morale, de maître de cours spéciaux ou de maître de seconde langue et porteurs du diplôme d'instituteur maternel ou du diplôme d'instituteur primaire.

Art. 10. Pour être nommés à la fonction de sélection de chef d'atelier dans l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel doivent :

1° être nommés à la fonction de recrutement de professeur de cours techniques, de professeur de pratique professionnelle, de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle soit dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, soit dans l'enseignement secondaire du degré supérieur, soit dans l'un et l'autre degrés;

2° être porteurs du titre requis pour cette fonction de recrutement; lorsque ce titre n'est pas un titre du niveau supérieur, un titre complémentaire du niveau supérieur est requis; ce titre est fixé par le Gouvernement.

Les membres du personnel nommés aux fonctions de recrutement de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance ou d'accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance, porteurs d'un titre donnant accès à une fonction de professeur de pratique professionnelle ou de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle peuvent également être nommés à la fonction de chef d'atelier lorsque ce titre est un titre du niveau supérieur.

Art. 11. Pour être nommés à la fonction de promotion de chef de travaux d'atelier dans l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel doivent :

1° être nommés à la fonction de sélection de chef d'atelier ou à une des fonctions de recrutement de professeur de cours techniques, de professeur de pratique professionnelle, de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle soit dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, soit dans l'enseignement secondaire du degré supérieur, soit dans l'un et l'autre degrés;

2° être porteurs du titre requis pour cette fonction de recrutement; lorsque ce dernier titre n'est pas un titre du niveau supérieur, le membre du personnel ne peut accéder à la fonction de chef de travaux d'atelier qu'après avoir exercé, à titre définitif ou temporaire, pendant 3 années scolaires complètes, la fonction à prestations complètes de chef d'atelier et qu'en étant porteur du ou des titres requis pour cette fonction.

Art. 12. Pour être nommés à la fonction de sélection de proviseur ou sous-directeur dans l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel doivent :

1° être nommés soit à la fonction de professeur de langues anciennes, de chef de travaux d'atelier, de chef d'atelier, de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, soit à la fonction de sous-directeur dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, soit à la fonction de professeur de cours généraux, de professeur de morale, de professeur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie, de professeur de cours spéciaux, de professeur de cours techniques, de professeur de pratique professionnelle, de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, d'accompagnateur d'un centre d'éducation et de formation par alternance, que ce soit dans l'enseignement secondaire du degré inférieur ou dans l'enseignement secondaire du degré supérieur, ou dans l'un et l'autre degrés;

2° être porteurs du titre requis pour la fonction visée au 1°;

3° être porteurs d'un titre du niveau supérieur.

Art. 13. Pour être nommés à la fonction de promotion de préfet des études ou directeur dans l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel doivent :

1° être nommés soit à la fonction de professeur de langues anciennes, de proviseur ou sous-directeur, de directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, de chef de travaux d'atelier, de chef d'atelier, de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, soit à la fonction de professeur de cours généraux, de professeur de morale, de professeur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie, de professeur de cours spéciaux, de professeur de cours techniques, de professeur de pratique professionnelle, de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, d'accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation par alternance, dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;

2° être porteurs du titre requis pour la fonction visée au 1°;

3° être porteurs d'un titre du niveau supérieur du troisième degré.

Toutefois, les porteurs du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou d'un titre du niveau supérieur du deuxième degré, nommés à la fonction de proviseur ou de directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, ou ayant exercé, à titre temporaire, une de ces fonctions et y comptant une ancienneté de fonction de plus de 600 jours répartis sur 3 années scolaires au moins, peuvent également être nommés à la fonction de préfet des études ou directeur.

L'ancienneté de fonction vise l'exercice de la fonction de proviseur, de sous-directeur, de sous-directeur de l'enseignement secondaire inférieur et l'exercice à titre temporaire, par le proviseur ou le sous-directeur, des fonctions supérieures respectivement de préfet, de directeur ou de directeur de l'enseignement secondaire inférieur.

Art. 14. Pour être nommés à la fonction de sélection de sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur dans l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel doivent :

1° être nommés soit à la fonction de professeur de cours généraux, de professeur de langues anciennes, de professeur de morale, de professeur de cours spéciaux, de professeur de cours techniques, de professeur de pratique professionnelle, de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, d'accompagnateur d'un centre d'éducation et de formation par alternance, dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;

2° être porteurs du titre requis pour la fonction visée au 1°;

3° être porteurs d'un titre du niveau supérieur.

Art. 15. Pour être nommés à la fonction de promotion de directeur dans l'enseignement secondaire inférieur dans l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel doivent :

1° être nommés soit à la fonction de sélection de sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, soit à la fonction de professeur de cours généraux ou de langues anciennes, de professeur de morale, de professeur de cours spéciaux, de professeur de cours techniques, de professeur de pratique professionnelle, de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, d'accompagnateur d'un centre d'éducation et de formation par alternance, dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;

2° être porteurs du titre requis pour la fonction visée au 1°;

3° être porteurs d'un titre du niveau supérieur du deuxième degré ou du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur.

Art. 16. Dans les établissements de la Communauté française qui organisent de l'enseignement de qualification dans un seul secteur, les emplois de chef d'atelier ne sont conférés qu'aux ayants droit qui ont exercé la fonction de recrutement correspondante de professeur de cours techniques ou de professeur de pratique professionnelle ou de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans ce secteur.

Dans les établissements de la Communauté française qui organisent de l'enseignement de qualification dans plusieurs secteurs, les emplois de chef d'atelier ne sont conférés qu'aux ayants droit qui ont exercé la fonction de recrutement correspondante de professeur de cours techniques ou de professeur de pratique professionnelle ou de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans un de ces secteurs, en tenant compte de l'importance relative de ce secteur au sein de l'établissement.

Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, la réaffectation et le rappel à l'activité de service se font quel que soit le secteur.

Le Gouvernement peut déroger aux alinéas 1^{er} et 2 en cas de pénurie de candidats satisfaisant aux conditions fixées par ces dispositions.

Art. 17. Le calcul de l'ancienneté de service visée dans le présent chapitre ainsi qu'aux articles 27 et 28 est effectué selon les règles suivantes :

1° les services effectifs rendus en qualité de temporaire et de temporaire prioritaire, dans une fonction à prestations complètes, interviennent pour une ancienneté égale au nombre de jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue, y compris, s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente ainsi que les vacances d'hiver et du printemps, ce nombre de jours étant multiplié par 1,2;

2° les services effectifs rendus à un titre autre que celui de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés;

3° les services admissibles rendus pendant le mois au cours duquel le membre du personnel est désigné pour la première fois à un titre autre que celui de temporaire, sont réputés avoir été rendus à titre de temporaire;

4° les services effectifs rendus dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services rendus dans une fonction à prestations complètes;

5° le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes est réduit de moitié;

6° trente jours forment un mois;

7° la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes pendant la même période;

8° la durée des services admissibles que compte le membre du personnel ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile.

Le calcul de l'ancienneté de fonction visée dans le présent chapitre ainsi qu'aux articles 25, 27, 28 et 46 est effectué selon les règles suivantes :

1° les services effectifs rendus à titre de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, interviennent pour une ancienneté égale au nombre de jours comptés du début à la fin des services prestés, y compris, s'ils sont englobés dans la période d'activité continue, les congés de détente ainsi que les vacances d'hiver et du printemps; ce nombre de jours est multiplié par 1,2;

2° les services effectifs rendus à un titre autre que celui de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés. Les services admissibles rendus pendant le mois au cours duquel le membre du personnel est désigné pour la première fois à un titre autre que celui de temporaire, sont réputés avoir été rendus à titre de temporaire;

3° les services effectifs rendus dans une fonction à prestations incomplètes interviennent pour une ancienneté égale à leur durée relative. La durée relative des services rendus dans une fonction à prestations incomplètes est égale au nombre de jours que représentent les mêmes services rendus dans une fonction à prestations complètes, multiplié par une fraction dont le numérateur est la valeur des prestations exprimée en heures hebdomadaires annuelles et dont le dénominateur est le nombre minimum d'heures de prestations, fixé pour que la fonction considérée soit à prestations complètes;

4° trente jours forment un mois;

5° la durée des services rendus à titre temporaire dans l'exercice d'une fonction supérieure intervient pour une ancienneté égale dans le calcul de l'ancienneté de la fonction où le membre du personnel a été nommé ou désigné jusqu'à solution statutaire;

6° la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période;

7° la durée des services admissibles que compte le membre du personnel ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile.

CHAPITRE IV. — Des brevets et des procédures permettant d'accéder à certaines fonctions de promotion et de sélection

Art. 18. Le Gouvernement définit les profils de fonction des titulaires de chacune des fonctions de sélection et de promotion. Il précise les attributions de chacune d'elle.

Art. 19. Les brevets de directeur d'école maternelle, de directeur d'école primaire, de directeur d'école fondamentale, de proviseur ou sous-directeur, de préfet des études ou directeur, de sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, de directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, d'administrateur, d'inspectrice de l'enseignement gardien, d'inspecteur de l'enseignement primaire, d'inspecteur de morale dans l'enseignement primaire, d'inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement primaire, d'inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, d'inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, d'inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire, d'inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire, d'inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire, d'inspecteur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire et d'inspecteur de cours artistiques dans les établissements d'enseignement artistique sont délivrés au terme de trois sessions de formation sanctionnées chacune par une épreuve distincte.

La première session de formation vise à développer chez les candidats :

1° des aptitudes relationnelles, en particulier la gestion des ressources humaines: communication interne et externe, prise de parole en public, prise de décision, l'animation du Conseil de participation, la gestion des conflits, techniques de négociation, techniques d'évaluation du personnel, conduite et motivation des groupes, intégration de l'action éducative des partenaires extérieurs à l'école (Association de parents, service d'aide à la jeunesse, académies, associations, etc.);

2° l'acquisition d'une méthode d'évaluation de sa propre action.

La deuxième session vise à développer chez les candidats des aptitudes pédagogiques et porte notamment sur les objectifs généraux de l'éducation, leur mise en œuvre, les socles de compétences, les compétences terminales, les profils de formation, les compétences transversales, la pédagogie différenciée, l'évaluation formative et certificative ainsi que sur les courants actuels de la pédagogie, l'enseignement spécial et l'enseignement à horaire réduit, les discriminations positives, la prévention de la violence, la problématique des élèves majeurs, l'évaluation d'une séquence pédagogique et de l'efficacité des membres du personnel.

La troisième session vise à développer chez les candidats l'aptitude à maîtriser à livre ouvert les matières législatives et réglementaires ainsi que le développement des capacités de gestion administrative.

Art. 20. Les brevets de chef d'atelier et de chef de travaux d'atelier sont délivrés au terme de trois sessions de formation sanctionnées chacune par une épreuve distincte.

La première session de formation vise à développer chez les candidats :

1° des aptitudes relationnelles, en particulier la gestion des ressources humaines: communication interne et externe, prise de parole en public, prise de décision, l'animation du Conseil de participation, la conduite et la motivation des groupes, gestion des conflits, intégration de l'action éducative des partenaires extérieurs à l'école (association des parents, service d'aide à la jeunesse, académies, associations, etc.);

2° l'acquisition d'une méthode d'évaluation de sa propre action.

La deuxième session vise à développer chez les candidats des aptitudes pédagogiques et porte notamment sur les objectifs généraux de l'éducation, leur mise en œuvre, les profils de formation, les compétences transversales, la pédagogie différenciée, l'évaluation formative et certificative ainsi que sur la gestion du travail en atelier, la formation en alternance, les stages en entreprises, l'enseignement spécial et l'enseignement à horaire réduit, les discriminations positives, la prévention de la violence et la problématique des élèves majeurs.

La troisième session vise à développer chez les candidats l'aptitude à maîtriser à livre ouvert les matières législatives et réglementaires relatives à l'exercice de leur fonction.

Art. 21. Les brevets d'éducateur-économe et de secrétaire de direction sont délivrés au terme de deux sessions de formation sanctionnées chacune par une épreuve distincte.

La première session de formation vise à développer chez les candidats des aptitudes relationnelles.

La seconde session vise à développer chez les candidats l'aptitude à maîtriser à livre ouvert les matières législatives et réglementaires, le développement des capacités de gestion administrative, la maîtrise des outils informatiques utilisés dans l'exercice de leur fonction.

Art. 22. § 1^{er}. Il est créé une Commission permanente de la promotion et de la sélection, ci-après dénommée « la Commission permanente ».

§ 2. La Commission permanente remet, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, des avis sur l'application des articles 19, 20 et 21. Elle adresse au Gouvernement, selon les modalités que celui-ci détermine, les propositions déterminées aux articles 23, 24 et 27.

§ 3. La Commission permanente comprend :

1° trois fonctionnaires généraux;

2° trois chefs d'établissement de l'enseignement de la Communauté française;

3° trois inspecteurs ou inspecteurs généraux de l'enseignement de la Communauté française;

4° trois membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française, nommés à titre définitif, désignés par le Gouvernement sur proposition des organisations syndicales représentatives, chaque organisation disposant d'au moins un membre.

Le Gouvernement de la Communauté désigne les membres de la Commission permanente pour un terme de quatre ans; nul ne peut bénéficier d'une telle désignation s'il ne se trouve dans la position administrative de l'activité de service.

Tout membre de la Commission permanente qui, avant le terme de son mandat cesse de satisfaire aux conditions énoncées aux alinéas 1^{er} et 2, est remplacé. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

§ 4. La Commission permanente rend ses avis et émet ses propositions à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Le Gouvernement désigne un secrétaire de la Commission permanente parmi les agents de niveau 1 des services du Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les autres modalités de fonctionnement de la Commission permanente ainsi que son règlement d'ordre intérieur. Il désigne son président parmi les trois fonctionnaires généraux visés au paragraphe 3.

Art. 23. Le Gouvernement organise les sessions de formation visées aux articles 19, 20 et 21 sur proposition de la Commission permanente. Des sessions de formation peuvent être organisées en commun pour des fonctions différentes.

Sur proposition de la Commission permanente, le Gouvernement peut dispenser les candidats de certaines formations:

1° s'ils sont titulaires d'un autre brevet;

2° s'ils fournissent la preuve qu'ils ont suivi des formations équivalentes.

La formation est gratuite. Elle est par priorité organisée en dehors des périodes normales de fonctionnement des établissements scolaires. Les membres du personnel qui suivent une formation sont considérés comme en activité de service.

Tout membre du personnel est admis à la formation à laquelle il désire s'inscrire sauf dans les cas suivants :

1° à la date de sa demande de participation, l'intéressé ne satisfait pas ou ne satisfait plus à toutes les conditions énoncées à l'article 8, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4° et 5° ou à l'alinéa 2, 1° et 2° du même article;

2° la formation en cause prépare à une épreuve que l'intéressé ne peut présenter en raison de l'article 25, alinéa 1^{er}.

L'intérêt du service ne peut être opposé au membre du personnel dont la demande de participation à une formation ne peut être rejetée pour l'un des motifs visés à l'alinéa 4.

Art. 24. Sur proposition de la Commission permanente, le Gouvernement organise les épreuves sanctionnant chacune des sessions de formation.

Le Gouvernement constitue les jurys et arrête les modalités de leur fonctionnement.

Chaque jury comprend :

1° trois fonctionnaires généraux désignés par le Gouvernement;

2° trois membres choisis parmi le personnel de l'enseignement de la Communauté française, titulaires de la fonction à conférer ou d'une fonction de promotion désignés par le Gouvernement;

3° trois membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française, titulaires de la fonction à conférer ou d'une fonction de promotion, désignés par le Gouvernement sur proposition des organisations syndicales représentatives, chaque organisation disposant d'au moins un membre.

Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne, selon les mêmes modalités, un membre suppléant qui ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

Les jurys prennent leurs décisions à la majorité des membres présents et les communiquent au Gouvernement.

Le Gouvernement désigne un secrétaire de jury parmi les agents de niveau 1 des services du Gouvernement.

Pour chaque épreuve, les candidats sont soit admis, soit refusés. Nul classement n'est établi.

Art. 25. Nul ne peut se présenter ni à la deuxième, ni à la troisième épreuves visées aux articles 19, 20 et 21 s'il n'a pas réussi l'épreuve précédente.

Les membres du personnel nommés à la fonction de proviseur ou sous-directeur ou ayant exercé, à titre temporaire, cette fonction pendant 600 jours répartis sur trois années scolaires au moins, détenteurs du brevet en rapport avec cette fonction et candidats à la fonction de préfet des études ou directeur sont réputés avoir réussi l'épreuve relative à la première session de formation.

Les membres du personnel nommés à la fonction de préfet des études ou directeur, de chef de travaux d'atelier, de directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, de directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale, ou ayant exercé, à titre temporaire, cette fonction pendant plus de 600 jours répartis sur trois années scolaires au moins, détenteurs du brevet en rapport avec cette fonction et candidats à la fonction d'inspecteur sont réputés avoir réussi l'épreuve relative à la première session de formation.

Art. 26. Les membres du personnel qui satisfont à la dernière épreuve sont titulaires du brevet en rapport avec la fonction.

Art. 27. § 1^{er}. Sur proposition de la Commission permanente, le Gouvernement crée un jury de promotion pour les candidats à une fonction d'inspection.

Le Gouvernement invite les détenteurs des brevets correspondants à introduire leur candidature.

La nomination en qualité d'inspecteur se fait sur proposition motivée du jury de promotion, qui présente par emploi une liste de cinq candidats au plus, classés dans l'ordre de leurs mérites.

§ 2. Le Gouvernement nomme à la fonction d'inspecteur général sur proposition motivée du jury de promotion qui présente une liste de cinq candidats au plus, classés dans l'ordre de leurs mérites.

§ 3. Tout membre du personnel peut renoncer à sa nomination dans les 600 jours qui suivent sa première entrée en fonction de promotion. Tout membre du personnel désigné à titre temporaire peut renoncer à sa désignation à quelque moment que ce soit. Dans les deux cas, le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction d'origine et, sauf circonstances exceptionnelles dûment motivées, ne pourra être désigné pour une nouvelle affectation qu'après avoir répondu à un nouvel appel lancé conformément au § 1^{er}.

Art. 28. § 1^{er}. Le Gouvernement invite, au moins tous les deux ans, les détenteurs des brevets en rapport avec les fonctions autres que celles visées à l'article 27 à introduire leur candidature en précisant les établissements où ils souhaitent être affectés. Ces candidats sont classés, pour chaque établissement choisi, selon leur ancienneté de service. Ils sont désignés, selon l'ordre de ce classement, d'abord dans les emplois vacants et à défaut, dans d'autres emplois disponibles. Les candidats ne peuvent pas indiquer d'ordre de priorité parmi les établissements auxquels ils souhaitent être affectés.

Lorsqu'aucun détenteur du brevet ne s'est porté candidat à un emploi de la fonction concernée dans un établissement, le Gouvernement désigne un membre du personnel d'un établissement de la Communauté française qui réunit les autres conditions visées à l'article 8.

Ce membre du personnel devient prioritaire sur tout autre candidat à une fonction de promotion ou de sélection pour l'établissement visé lorsqu'il devient détenteur du brevet et pour autant que l'emploi n'ait pas été, dans l'intervalle, attribué par réaffectation, rappel à l'activité de service, changement d'affectation ou désignation d'un candidat titulaire du brevet en rapport avec la fonction. Toutefois, le membre du personnel visé à l'alinéa 4 a priorité sur celui visé au présent alinéa.

Lorsque l'emploi occupé par un membre du personnel détenteur du brevet est attribué par réaffectation, rappel à l'activité de service ou changement d'affectation ou encore lorsque le titulaire de l'emploi reprend ses fonctions, le membre du personnel concerné est de nouveau affecté à un emploi pour lequel il s'était porté candidat, par priorité sur tout autre candidat.

Au cas où plusieurs titulaires du brevet qui ont subi une interruption de leur affectation conformément aux dispositions de l'alinéa 4 sont candidats au même emploi, ils sont désignés dans l'ordre de leur ancienneté de service.

Tout membre du personnel peut renoncer à sa nomination dans les 600 jours qui suivent sa première entrée en fonction de promotion ou de sélection. Tout membre du personnel désigné à titre temporaire peut renoncer à sa désignation à quelque moment que ce soit. Dans les deux cas, le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction d'origine et, sauf circonstances exceptionnelles dûment motivées, ne pourra être désigné pour une nouvelle affectation qu'après avoir répondu à un nouvel appel lancé conformément à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le titulaire du brevet est nommé le 1^{er} janvier dans l'emploi qu'il occupe si celui-ci est vacant, sous réserve qu'il ait été disponible pour un changement d'affectation à titre définitif le 1^{er} octobre précédent.

Le titulaire du brevet qui ne peut pas être nommé dans l'emploi qu'il occupe peut solliciter sa nomination dans un emploi vacant autre que celui où il est affecté, pour autant que cet emploi ne soit pas attribué par réaffectation ou changement d'affectation ni déjà conféré à un autre titulaire du brevet.

CHAPITRE V. — Dispositions modificatives

Art. 29. L'article 19 du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit est remplacé par la disposition suivante :

« Article 19. Les élèves inscrits dans l'enseignement à horaire réduit sont pris en compte pour la fonction de chef d'atelier ou de chef de travaux d'atelier dans l'établissement où ils suivent la majorité de leurs heures de pratique professionnelle. Le nombre d'élèves est affecté du coefficient 0,5.

L'alinéa premier n'est pas applicable aux établissements d'enseignement de promotion sociale qui dispensent des cours de pratique professionnelle à des élèves de l'enseignement secondaire à horaire réduit. »

Art. 30. Dans l'article 21quater inséré dans le décret du 29 juillet 1992 par le décret du 2 avril 1996 et complété par le décret du 24 juillet 1997 sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1^{er} alinéa, les mots « ou de proviseur ou de sous-directeur chargé principalement du premier degré » sont supprimés;

2° l'alinéa 3 est supprimé;

3° à l'alinéa 4, les mots « ou de proviseur ou de sous-directeur chargé principalement du premier degré » sont supprimés.

Art. 31. Un article 21quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre 2bis du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice :

« Article 21quinquies. § 1^{er}. Il est créé un ou plusieurs emplois de chefs d'atelier ainsi qu'un ou deux emplois de chefs de travaux d'atelier lorsque l'établissement compte un nombre d'élèves au moins égal aux minima visés ci-après dans l'enseignement de qualification, professionnel, technique ou artistique, dans l'enseignement technique de transition des secteurs « agronomie », « industrie » et « construction », dans l'enseignement artistique de transition et en deuxième année de l'enseignement professionnel.

§ 2. Pour fixer le nombre d'emplois de chef d'atelier ou de chef de travaux d'atelier, les nombres d'élèves visés sont affectés d'un coefficient. Celui-ci est l'unité sauf :

1° dans l'enseignement professionnel du secteur « industrie », où il est fixé à 1,5;

2° dans l'enseignement professionnel des secteurs « construction » et « hôtellerie-alimentation » où il est fixé à 1,4;

3° dans l'enseignement professionnel du secteur « agronomie », où il est fixé à 1,3;

4° dans l'enseignement professionnel du secteur « habillement » et du groupe « soins de beauté » dans le secteur « services aux personnes », où il est de 1,2;

5° dans l'enseignement technique et professionnel des secteurs « économie » et « sciences appliquées », où il est de 0,2;

6° dans l'enseignement technique et professionnel du secteur « services aux personnes » — à l'exception, dans l'enseignement professionnel, du groupe « soins de beauté » —, où il est de 0,5;

7° dans l'enseignement technique et professionnel du secteur « arts appliqués » — à l'exception des groupes « industries graphiques », « imprimerie », « gravure-bijouterie », « gravure-ciselure » et « bijouterie » —, où il est de 0,2;

8° dans l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, où il est de 0,5, à l'exception de la section « habillement » où il est de 1,2;

9° dans l'enseignement artistique, où il est de 0,5;

10° dans l'enseignement technique et professionnel du secteur « arts appliqués », groupes « gravure-bijouterie », « gravure-ciselure » et « bijouterie », où il est de 0,5.

Les résultats sont arrondis à l'unité supérieure.

Les emplois de chef d'atelier ou de chefs de travaux d'atelier peuvent être soit créés, soit maintenus conformément au tableau suivant:

Emplois	Norme de création	Norme de maintien
Chef d'atelier	180	150
Chef d'atelier	360	300
Chef de travaux d'atelier	540	450
Chef d'atelier	740	600
Chef d'atelier	940	750
Chef d'atelier	1 140	900
Chef d'atelier	1 340	1 080
Chef de travaux d'atelier	1 540	1 260
Chef d'atelier	1 740	1 440

Il est créé ou maintenu un chef d'atelier supplémentaire respectivement par tranche complète de 200 et de 180.

Dans chaque établissement, un emploi de chef d'atelier ainsi qu'un emploi de chef de travaux d'atelier peuvent être maintenus pendant deux années scolaires lorsque la norme n'est plus atteinte, quel que soit le nombre de dérogations obtenues à l'entrée en vigueur du décret par application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 novembre 1991 fixant les conditions requises pour la création et le maintien des emplois de chefs d'atelier et de chefs de travaux d'atelier dans les établissements d'enseignement secondaire, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 octobre 1995.

§ 3. Les emplois nouvellement créés ne sont considérés comme vacants pour une nomination définitive que lorsqu'ils correspondent à la norme de création et que celle-ci a été atteinte pendant les deux dernières années scolaires.

Toutefois, le premier emploi de chef d'atelier et le premier emploi de chef de travaux d'atelier, existant au 30 juin 1998, même sous forme de maintien, sont réputés remplir la condition de vacance fixée au présent paragraphe.

§ 4. Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif, en activité de service à la date de prise d'effet du décret sont maintenus en activité de service dans leur fonction, sans limitation de durée.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} qui seraient en surnombre peuvent, au plus tard le 1^{er} septembre 2000, bénéficier des dispositions applicables aux membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi prévues par l'article 10 de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}, placés en surnombre à partir de l'entrée en vigueur du décret et qui n'ont pas bénéficié des dispositions de l'alinéa 2, sont affectés au sein de leur pouvoir organisateur à tout emploi de leur fonction qui devient vacant ou provisoirement vacant.

Art. 32. Dans l'article 14 du décret du 5 août 1995 portant modification de la législation relative à l'organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les mots « chargé à titre principal du premier degré » sont supprimés.

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 33. Dans l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les rubriques A, b), B, b), *Bbis*, b), C, b) et c), D, b) et c) sont supprimées.

Art. 34. Les articles 79, 82, 83, 84, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 93, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 103, 104, 105, 106, 107, 107*bis*, 108, 109, 110, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ne sont plus d'application pour l'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, ordinaire et spécial à l'exception des dispositions propres aux fonctions de directeur d'un centre technique et pédagogique et de directeur d'un centre d'autoformation et de formation continuée.

Art. 35. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, les rubriques C et D sont supprimées.

Art. 36. L'arrêté ministériel du 31 juillet 1969 pris en exécution de l'article 93 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements est abrogé.

Art. 37. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, les rubriques A, B, *Bbis*, C et D sont supprimées.

Art. 38. Les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements sont abrogés.

Art. 39. Les articles 1^{er}, 2°, 2°, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 fixant le titre requis pour la nomination à la fonction d'inspecteur ou d'inspectrice de cours techniques et de pratique professionnelle sont abrogés.

Art. 40. L'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les règles selon lesquelles est fixée la composition des jurys de promotion prévus par l'arrêté royal du 2 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements n'est plus d'application pour l'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, ordinaire et spécial.

Art. 41. L'arrêté de l'Exécutif du 4 novembre 1991 fixant les conditions requises pour la création et le maintien des emplois de chefs d'atelier et de chef de travaux d'atelier dans les établissements d'enseignement secondaire est abrogé.

Art. 42. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 février 1993 pris en exécution de l'article 79 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements est abrogé.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires*

Art. 43. Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif dans l'enseignement secondaire du degré inférieur ou dans l'enseignement secondaire du degré supérieur, à la fonction de chef d'atelier ou à la fonction de chef de travaux d'atelier en vertu des dispositions qui leur étaient applicables avant la date d'entrée en vigueur du décret sont réputés être nommés ou engagés à titre définitif, dans l'enseignement secondaire, respectivement à la fonction de chef d'atelier ou à la fonction de chef de travaux d'atelier.

Ils conservent, en outre, le bénéfice de l'échelle barémique liée à leur nomination ou engagement, à moins que l'application des dispositions prévues en application de l'article 7 du décret leur soit plus favorable.

Art. 44. Les membres du personnel nommés ou engagés dans la fonction de directeur dans l'enseignement secondaire inférieur à la date d'entrée en vigueur du décret, mis en disponibilité par défaut d'emploi et qui ne peuvent pas être réaffectés ou rappelés à l'activité de service dans leur fonction sont, à leur demande, nommés ou engagés dans la fonction de proviseur ou sous-directeur lorsqu'un emploi reste vacant après la réaffectation des membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi dans cette fonction et la nomination des membres du personnel visés à l'article 46.

Lorsque la nomination ou l'engagement se fait au sein d'un autre pouvoir organisateur, l'accord de celui-ci est requis.

Dans l'enseignement de la Communauté française, la première affectation des membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} à la fonction de proviseur ou de sous-directeur se fait sur proposition de la Commission interzonale d'Affectation créée par l'article 14^{ter} de l'arrêté royal du 22 mars 1996 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique, de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces établissements.

Art. 45. § 1^{er}. Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif, à la date d'entrée en vigueur du décret à la fonction de proviseur ou sous-directeur chargé principalement du 1^{er} degré sont réputés nommés ou engagés à titre définitif à la fonction de proviseur ou sous-directeur.

Les membres du personnel désignés ou engagés à titre temporaire à la date d'entrée en vigueur du décret à la fonction de proviseur ou sous-directeur chargé principalement du 1^{er} degré sont réputés désignés ou engagés à titre temporaire à la fonction de proviseur ou sous-directeur.

§ 2. Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif à la date d'entrée en vigueur du décret à la fonction de proviseur ou sous-directeur dans l'enseignement secondaire du degré supérieur sont réputés nommés ou engagés à titre définitif à la fonction de proviseur ou sous-directeur.

Les membres du personnel désignés ou engagés à titre temporaire à la date d'entrée en vigueur du décret à la fonction de proviseur ou sous-directeur dans l'enseignement secondaire du degré supérieur sont réputés désignés ou engagés à titre temporaire à la fonction de proviseur ou sous-directeur.

Art. 46. Par dérogation à l'article 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les membres du personnel de la Communauté qui ont été désignés à titre temporaire dans une fonction de sélection ou de promotion et y comptent au moins 450 jours d'ancienneté à la date d'entrée en vigueur de l'article précité sont prioritaires pour être affectés dans l'emploi qu'ils occupent, à titre définitif ou provisoire, selon que cet emploi est vacant ou non vacant, dès qu'ils ont obtenu le brevet en rapport avec la fonction qu'ils exercent.

Art. 47. Les lauréats d'épreuves d'aptitude organisées selon les dispositions antérieures relatives à l'accès aux fonctions de promotion sont réputés être titulaires du brevet défini dans le décret pour la fonction correspondante.

Art. 48. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 29, 31 et 41 qui entrent en vigueur le 30 juin 1999.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 janvier 1999.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 274-1. — Amendements de commission, n°s 274-2 à 274-8. — Rapport, n° 274-9. — Amendements de séance, n° 274-10.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 15 décembre 1998.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 509

[S - C - 99/29087]

4 JANUARI 1999. — Decreet betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**Artikel 1.** § 1. Dit decreet is van toepassing op :

1° de leden van het onderwijspersoneel die hun ambt uitoefenen in de inrichtingen voor gewoon en buitengewoon kleuter-, lager, basis- en secundair onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

2° de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de bij 1° bedoelde inrichtingen.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, 1°, is dit decreet niet van toepassing op:

1° de ambten die behoren tot een van de volgende categorieën: sociaal, psychologisch, administratief personeel, meesters-, vak- en dienstpersoneel;

2° de ambten uitgeoefend in de schoolinrichtingen voor sociale promotie.

In afwijking van paragraaf 1, 2°, is dit decreet niet van toepassing op :

1° de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de bij lid 1, 2° bedoelde inrichtingen;

2° de inspecteurs godsdienst.

§ 3. De volgende bepalingen van dit decreet zijn van toepassing op de gesubsidieerde personeelsleden van de schoolinrichtingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap :

1° hoofdstuk II alsook de artikelen 43, 44 en 45;

2° artikel 8, lid 2;

3° de artikelen 17, 19, 23, 24, 25, 26 en 27, voor zover zij verband houden met de bij artikel 8, lid 2 bedoelde ambten.

Art. 2. Het gebruik in dit decreet van de mannelijke benamingen voor de verschillende titels en ambten is gemeenschachtig, om de leesbaarheid van de tekst te vergemakkelijken, ongeacht de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.**HOOFDSTUK II. — De selectieambten en de bevorderingsambten die de leden van het onderwijzend personeel mogen uitoefenen in het gewoon en buitengewoon kleuter-, lager, basis- en secundair onderwijs****Art. 3.** De bevorderingsambten die de leden van het onderwijzend personeel mogen uitoefenen in het kleuter-, lager of basisonderwijs zijn die van directeur van een kleuterschool, directeur van een lagere school en directeur van een basisschool.**Art. 4.** De bevorderingsambten die de leden van het onderwijzend personeel mogen uitoefenen in het secundair onderwijs zijn de volgende :

1° directeur van het lager secundair onderwijs;

2° studieprefect of directeur;

3° werkplaatsleider;

4° directeur van een technisch en pedagogisch centrum;

5° directeur van een centrum voor zelfvorming en voortgezette vorming.

Art. 5. De selectieambten die de leden van het onderwijzend personeel mogen uitoefenen in het secundair onderwijs zijn de volgende :

1° onderdirecteur in het lager secundair onderwijs;

2° provisor of onderdirecteur;

3° werkmeester;

4° werkmeester van een technisch en pedagogisch centrum.

Art. 6. In de inrichtingen waar noch de 3e graad van het secundair onderwijs noch het 5e en 6e studiejaar van het secundair onderwijs van het type 2 wordt georganiseerd, is het bevorderingsambt het ambt van directeur van het lager secundair onderwijs.

In de inrichtingen waar noch de 3e graad van het secundair onderwijs noch het 5e en 6e studiejaar van het secundair onderwijs van het type 2 wordt georganiseerd, is het selectieambt het ambt van onderdirecteur van het lager secundair onderwijs.

Art. 7. De Regering bepaalt de weddeschalen verbonden aan elk selectieambt en elk bevorderingsambt met naleving van de volgende regels :

1. Bij gelijke anciënniteit is de bezoldiging van een titularis van een selectieambt ten minste 5 % en ten hoogste 30 % hoger dan de bezoldiging van de titularis van het wervingsambt dat hem toegang heeft verleend tot dit selectieambt;

2. Bij gelijke anciënniteit is de bezoldiging van een titularis van een bevorderingsambt ten minste 10 % en ten hoogste 35 % hoger dan de bezoldiging van de titularis van het wervingsambt dat hem toegang heeft verleend tot dit bevorderingsambt;

3. Het maximum van de weddeschaal wordt bereikt wanneer men 28 jaar anciënniteit telt in de schalen van de leeftijdsklasse 21 jaar, wanneer men 27 jaar anciënniteit telt in de schalen van de leeftijdsklasse 22 jaar, wanneer men 26 jaar anciënniteit telt in de schalen van de leeftijdsklasse 23 jaar, wanneer men 25 jaar anciënniteit telt in de schalen van de leeftijdsklasse 24 jaar;

4. Tussen het minimum van een schaal van een selectieambt of een bevorderingsambt en haar maximum is het verschil ten minste 50 % en ten hoogste 75 %.

De Regering kent aan de studieprefecten of directeurs, werkplaatsleiders, provisors of onderdirecteurs en werkmeesters bedoeld bij de artikelen 4 en 5 weddeschalen toe die verschillen naargelang enerzijds van het niveau van het secundair onderwijs waarop de betrokken personeelsleden als vast benoemden het wervingsambt hebben uitgeoefend dat hen heeft toegelaten rechtstreeks of onrechtstreeks toegang te hebben tot het selectieambt of het bevorderingsambt, anderzijds van hun bekwaamheidsbewijs.

De leden 1 en 2 zijn niet van toepassing op de personeelsleden van de inspectiediensten.

HOOFDSTUK III. — De ambten die toegang geven tot de selectieambten en de bevorderingsambten die de leden van het onderwijzend personeel of van het opvoedend hulppersoneel mogen uitoefenen in het gewoon en buitengewoon kleuter-, lager, basis- en secundair onderwijs van de Franse Gemeenschap alsook bepaalde voorwaarden die vereist zijn om erin benoemd te worden

Art. 8. Ieder lid van het onderwijzend personeel of van het opvoedend hulppersoneel dat vast benoemd is in het onderwijs van de Franse Gemeenschap in een ambt dat toegang geeft tot een selectieambt of een bevorderingsambt, houder van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het ambt waarvoor hij benoemd is alsook van het specifieke bekwaamheidsbewijs wanneer dit vereist is voor het selectieambt of het bevorderingsambt waarvan sprake, kan in dat ambt benoemd worden onder de volgende voorwaarden :

1° een ambt met volledige dagtaak uitoefenen in het onderwijs van de Franse Gemeenschap of een ambt waarin ten minste de twee derde van het minimum aantal uren zijn begrepen vereist om een ambt met volledige dagtaak te vormen;

2° de door de Regering bepaalde dienst- en ambtsanciënniteit tellen ; de vereiste anciënniteit mag niet langer dan tien jaar zijn;

3° geen tuchtstraf opgelopen hebben tijdens de vorige vijf jaar;

4° ten minste de vermelding « goed » hebben gekregen op de laatste beoordelingsstaat;

5° ten minste de vermelding « goed » hebben gekregen op het laatste inspectieverslag;

6° titularis zijn van het brevet dat verband houdt met het te begeven ambt.

Voor de ambten van inspecteur kunstvakken in de inrichtingen voor kunstonderwijs, alsook voor de ambten van inspecteur technische vakken en beroepspraktijk, kunnen de kandidaten die een ambt met volledige dagtaak uitoefenen of een ambt dat ten minste de 2/3 van het minimum aantal uren bedraagt om een ambt met volledige dagtaak in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap te vormen, eveneens toegelaten worden voor zover zij aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° in vast verband benoemd of in dienst genomen zijn in het ambt dat toegang geeft tot het bevorderingsambt en in dat ambt de dienst- en de ambtsanciënniteit tellen door de Regering bepaald; de vereiste anciënniteit mag niet langer dan tien jaar zijn;

2° houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het ambt waarin zij benoemd zijn;

3° titularis zijn van het brevet dat verband houdt met het te begeven ambt.

Art. 9. Om benoemd te worden in het bevorderingsambt van directeur van een kleuterschool in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, moeten de personeelsleden benoemd zijn in het wervingsambt van kleuteronderwijzer en houder zijn van het diploma van kleuteronderwijzer.

Om benoemd te worden in het bevorderingsambt van directeur van een lagere school in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, moeten de personeelsleden benoemd zijn in het wervingsambt van onderwijzer, leermeester zedenleer, leermeester bijzondere vakken of leermeester tweede taal en houder zijn van het diploma van onderwijzer.

Om benoemd te worden in het bevorderingsambt van directeur van een basisschool in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, moeten de personeelsleden benoemd zijn in het wervingsambt van kleuteronderwijzer, onderwijzer, leermeester zedenleer, leermeester bijzondere vakken of leermeester tweede taal en houder zijn van het diploma van kleuteronderwijzer of van het diploma van onderwijzer.

Art. 10. Om benoemd te worden in het selectieambt van werkmeester in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, moeten de personeelsleden :

1° benoemd zijn in het wervingsambt van leraar technische vakken, leraar beroepspraktijk, leraar technische vakken en beroepspraktijk ofwel in het secundair onderwijs van de lagere graad, ofwel in het secundair onderwijs van de hogere graad; ofwel in de ene en de andere graad;

2° houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor dit wervingsambt; wanneer dit bekwaamheidsbewijs geen bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau is, is een bijkomend bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau vereist; dat bekwaamheidsbewijs wordt door de Regering bepaald.

De personeelsleden benoemd in de wervingsambten van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming of van begeleider in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, titularissen van een bekwaamheidsbewijs dat toegang geeft tot een ambt van leraar beroepspraktijk of van leraar technische vakken en beroepspraktijk, kunnen eveneens benoemd worden in het ambt van werkmeester wanneer dit bekwaamheidsbewijs een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau is.

Art. 11. Om benoemd te worden in het bevorderingsambt van werkplaatsleider in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, moeten de personeelsleden :

1° benoemd zijn in het selectieambt van werkmeester of in een van de wervingsambten van leraar technische vakken, leraar beroepspraktijk, leraar technische vakken en beroepspraktijk ofwel in het secundair onderwijs van de lagere graad, ofwel in het secundair onderwijs van de hogere graad, ofwel in de ene en de andere graad.

2° houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor dit wervingsambt; wanneer dat bekwaamheidsbewijs geen bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau is, kan het personeelslid slechts toegang hebben tot het ambt van werkplaatsleider indien het als vastbenoemde of tijdelijke gedurende drie volledige schooljaren het ambt met volledige dagtaak van werkmeester heeft uitgeoefend en indien het houder is van het/de bekwaamheidsbewijs(zen) vereist voor dit ambt.

Art. 12. Om benoemd te worden in het selectieambt van provisor of onderdirecteur in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, moeten de personeelsleden :

1° benoemd zijn ofwel in het ambt van leraar oude talen, van werkplaatsleider, van werkmeester, van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, ofwel in het ambt van onderdirecteur in het secundair onderwijs van de lagere graad, ofwel in het ambt van leraar algemene vakken, leraar zedenleer, leraar psychologie, pedagogie en methodologie, leraar bijzondere vakken, leraar technische vakken, leraar beroepspraktijk, leraar technische vakken en beroepspraktijk, begeleider in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, zij het in het secundair onderwijs van de lagere graad of in het secundair onderwijs van de hogere graad, of in de ene en de andere graad.

2° houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het in 1° bedoelde ambt;

3° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau.

Art. 13. Om benoemd te worden in het bevorderingsambt van studieprefect of directeur in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, moeten de personeelsleden :

1° benoemd zijn ofwel in het ambt van leraar oude talen, van provisor of onderdirecteur, van directeur in het lager secundair onderwijs, van werkplaatsleider, van werkmeester, van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, ofwel in het ambt van leraar algemene vakken, leraar zedenleer, leraar psychologie, pedagogie en methodologie, leraar bijzondere vakken, leraar technische vakken, leraar beroepspraktijk, leraar technische vakken en beroepspraktijk, begeleider in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, in het secundair onderwijs van de hogere graad;

2° houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het in 1° bedoelde ambt;

3° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de derde graad.

De houders van het bekwaamheidsbewijs van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs of van een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de tweede graad, benoemd in het ambt van provisor of van directeur in het lager secundair onderwijs of die tijdelijk een van deze ambten hebben uitgeoefend en die er een ambtsanciënniteit van meer dan 600 dagen hebben opgedaan, gespreid over ten minste 3 schooljaren, kunnen evenwel eveneens benoemd worden in het ambt van studieprefect of directeur.

De ambtsanciënniteit is van belang voor de uitoefening van het ambt van provisor, van onderdirecteur, van onderdirecteur in het lager secundair onderwijs en de tijdelijke uitoefening door de provisor of de onderdirecteur van de hogere ambten respectievelijk van prefect, directeur of directeur van het lager secundair onderwijs.

Art. 14. Om benoemd te worden in het selectieambt van onderdirecteur van het lager secundair onderwijs in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, moeten de personeelsleden :

1° benoemd zijn ofwel in het ambt van leraar algemene vakken, van leraar oude talen, van leraar zedenleer, van leraar bijzondere vakken, van leraar technische vakken, van leraar beroepspraktijk, van leraar technische vakken en beroepspraktijk, van begeleider in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, in het secundair onderwijs van de lagere graad;

2° houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het in 1° bedoelde ambt;

3° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau.

Art. 15. Om benoemd te worden in het bevorderingsambt van directeur van het lager secundair onderwijs in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, moeten de personeelsleden :

1° benoemd zijn ofwel in het selectieambt van onderdirecteur in het lager secundair onderwijs, ofwel in het ambt van leraar algemene vakken of oude talen, van leraar zedenleer, van leraar bijzondere vakken, van leraar technische vakken, van leraar beroepspraktijk, van leraar technische vakken en beroepspraktijk, van begeleider in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, in het secundair onderwijs van de lagere graad;

2° houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het in 1° bedoelde ambt;

3° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de tweede graad of van een bekwaamheidsbewijs van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs.

Art. 16. In de inrichtingen van de Franse Gemeenschap die kwalificatie-onderwijs organiseren in een enkele sector, worden de ambten van werkmeester enkel toegekend aan de rechthebbenden die het overeenstemmende wervingsambt van leraar technische vakken of van leraar beroepspraktijk of van leraar technische vakken en beroepspraktijk in deze sector hebben uitgeoefend.

In de inrichtingen van de Franse Gemeenschap die kwalificatie-onderwijs organiseren in verschillende sectoren, worden de ambten van werkmeester enkel toegekend aan de rechthebbenden die het overeenstemmende wervingsambt van leraar technische vakken of van leraar beroepspraktijk of van leraar technische vakken en beroepspraktijk in een van deze sectoren hebben uitgeoefend, rekening houdend met de relatieve belangrijkheid van deze sectoren in de inrichting.

In afwijking van de leden 1 en 2, worden de re-affectatie en de terugroeping in dienstactiviteit toegepast, ongeacht de sector.

De Regering kan afwijken van de leden 1 en 2 in geval van tekort aan kandidaten die voldoen aan de door deze bepalingen gestelde voorwaarden.

Art. 17. De berekening van de dienstanciënniteit bedoeld in dit hoofdstuk alsook in de artikelen 27 en 28 wordt verricht volgens de volgende regels :

1° de werkelijke diensten geleverd als tijdelijke en prioritaire tijdelijke, in een ambt met volledige dagtaak, tellen voor een anciënniteit gelijk aan het aantal dagen gerekend vanaf het begin tot het einde van de periode van doorlopende activiteit, met inbegrip van het ontspanningsverlof alsook het winter- en krokusverlof, indien deze in die periode begrepen zijn; dit aantal dagen wordt met 1,2 vermenigvuldigd;

2° de werkelijke diensten geleverd in een andere hoedanigheid dan tijdelijke, in een ambt met volledige dagtaak, worden in kalendermaanden gerekend en de diensten die zich niet over de hele maand strekken worden weggelaten;

3° de in aanmerking komende diensten gepresteerd tijdens de maand waarin het personeelslid voor de eerste maal is aangesteld in een andere hoedanigheid dan tijdelijke, worden geacht als tijdelijke gepresteerd te zijn;

4° de werkelijke diensten geleverd in een ambt met onvolledige dagtaak die ten minste de helft van het aantal uren bedraagt vereist voor het ambt met volledige dagtaak worden op dezelfde wijze in rekening genomen als de diensten geleverd in een ambt met volledige dagtaak;

5° het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige dagtaak, dat de helft van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige dagtaak niet bereikt, wordt gehalveerd;

6° dertig dagen vormen een maand;

7° de duur van de diensten gepresteerd in een of meer ambten met volledige of onvolledige dagtaak die tegelijkertijd werden uitgeoefend, mag nooit de duur van de diensten overschrijden die werden geleverd in een ambt met volledige dagtaak uitgeoefend tijdens diezelfde periode;

8° de duur van de in aanmerking komende diensten die het personeelslid heeft verworven, mag voor een kalenderjaar nooit de twaalf maanden overschrijden.

De berekening van de ambtsanciënniteit bedoeld in dit hoofdstuk alsook in de artikelen 25, 27, 28 en 46 wordt verricht volgens de volgende regels :

1° de werkelijke diensten geleverd als tijdelijke in een ambt met volledige dagtaak, tellen voor een anciënniteit die gelijk is aan het aantal dagen gerekend vanaf het begin tot het einde van de gepresteerde diensten, met inbegrip, indien zij in de periode van doorlopende activiteit vervat zijn, van het ontspanningsverlof alsook het winter- en krokusverlof, waarbij dit aantal dagen met 1,2 wordt vermenigvuldigd;

2° de werkelijke diensten geleverd in een andere hoedanigheid dan tijdelijke, in een ambt met volledige dagtaak, worden in kalendermaanden gerekend, en de diensten die zich niet over de hele maand strekken, worden weggelaten. De in aanmerking komende diensten gepresteerd tijdens de maand waarin het personeelslid voor de eerste maal is aangesteld in een andere hoedanigheid dan tijdelijke, worden geacht als tijdelijke gepresteerd te zijn;

3° de werkelijke diensten geleverd in een ambt met onvolledige dagtaak tellen voor een anciënniteit die gelijk is aan hun relatieve duur. De relatieve duur van de diensten gepresteerd in een ambt met onvolledige dagtaak is gelijk aan het aantal dagen waarmee dezelfde diensten geleverd in een ambt met volledige dagtaak overeenstemmen, vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller de waarde van de prestaties is, uitgedrukt in wekelijkse uren per jaar, en waarvan de noemer het minimum aantal prestatie-uren is, dat vastgesteld werd opdat het ambt waarvan sprake met een volledige dagtaak zou overeenstemmen;

4° dertig dagen vormen een maand;

5° de duur van de diensten tijdelijk geleverd bij de uitoefening van een hoger ambt telt voor een gelijkaardige anciënniteit in de berekening van de anciënniteit van het ambt waarin het personeelslid werd benoemd of aangesteld tot aan de statutaire oplossing;

6° de duur van de diensten gepresteerd in een of meer ambten met volledige of onvolledige dagtaak die tegelijkertijd werden uitgeoefend, mag nooit de duur van de diensten overschrijden die werden geleverd in een ambt met volledige dagtaak uitgeoefend tijdens diezelfde periode;

7° de duur van de in aanmerking komende diensten die het personeelslid telt, mag voor een kalenderjaar nooit de twaalf maanden overschrijden.

HOOFDSTUK IV. — *De brevetten en de procedures die toegang verlenen tot sommige bevorderingsambten en selectieambten*

Art. 18. De Regering bepaalt het ambtsprofiel van de titularissen van elk selectieambt en elk bevorderingsambt. Zij geeft nadere uitleg over de bevoegdheden van elk ambt.

Art. 19. De brevetten van directeur van een kleuterschool, van directeur van een lagere school, van directeur van een basisschool, van provisor of onderdirecteur, van studiefprefect of directeur, van onderdirecteur in het lager secundair onderwijs, van directeur in het lager secundair onderwijs, van bestuurder, van inspectrice van het kleuteronderwijs, van inspecteur van het lager onderwijs, van inspecteur zedenleer in het lager onderwijs, van inspecteur bijzondere vakken in het lager onderwijs, van inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad, van inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de lagere graad, van inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs, van inspecteur bijzondere vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs, van inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs, van inspecteur psychologie, pedagogie en methodologie in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs en van inspecteur kunstvakken in de inrichtingen voor kunstonderwijs, worden uitgereikt na drie vormingssessies; elke sessie wordt afgesloten met een afzonderlijke proef.

De eerste vormingssessie heeft als doel de volgende eigenschappen bij de kandidaat te ontwikkelen :

1° relationele bekwaamheden, in het bijzonder human-resources-management : interne en externe communicatie, in het openbaar het woord durven voeren, beslissingneming, animatie van de participatieraad, het beheersen van conflicten, onderhandelingstechnieken, technieken om het personeel te evalueren, leiding en motivatie van de groepen, integratie van het opvoedend optreden van de buitenschoolse partners (oudersvereniging, dienst voor hulpverlening aan de jeugd, academies, verenigingen enz);

2° het aanleren van een methode om zijn eigen optreden te evalueren.

De tweede sessie heeft als doel bij de kandidaten pedagogische bekwaamheden te ontwikkelen en beoogt onder meer de algemene doelstellingen inzake onderwijs, hun aanwending, de basisvaardigheden, de eindvaardigheden, de vormingsprofielen, de transversale vaardigheden, de gedifferentieerde pedagogie, de vormingsevaluatie en de evaluatie bekrachtigd met een getuigschrift alsook de huidige strekkingen van de pedagogie, het buitengewoon onderwijs en het onderwijs met beperkt leerplan, de positieve discriminatie, de voorkoming van het geweld, de problematiek van de meerderjarige leerlingen, de evaluatie van een pedagogische sequens en de efficiëntie van de personeelsleden.

De derde sessie heeft als doel bij de kandidaten de bekwaamheid te ontwikkelen de materies inzake wetgeving en reglementering moeiteloos te beheersen evenals de ontwikkeling van de capaciteiten inzake administratief beheer.

Art. 20. De brevetten van werkmeester en van werkplaatsleider worden uitgereikt na drie vormingssessies; elke sessie wordt afgesloten met een afzonderlijke proef.

De eerste vormingssessie heeft als doel de volgende eigenschappen bij de kandidaat te ontwikkelen :

1° relationele bekwaamheden, in het bijzonder het human-resources-management : interne en externe communicatie, in het openbaar het woord voeren, beslissingneming, animatie van de participatieraad, leiding en motivatie van de groepen, beheersen van conflicten, integratie van het opvoedend optreden van de buitenschoolse partners (oudersvereniging, dienst voor hulpverlening aan de jeugd, academies, verenigingen enz.);

2° het aanleren van een methode om zijn eigen optreden te evalueren;

De tweede sessie heeft als doel bij de kandidaten pedagogische bekwaamheden te ontwikkelen en beoogt onder meer de algemene doelstellingen inzake onderwijs, hun aanwending, de vormingsprofielen, de transversale vaardigheden, de gedifferentieerde pedagogie, de vormingsevaluatie en de evaluatie bekrachtigd met een getuigschrift alsook het beheer van de arbeid in een atelier, de alternerende vorming, de stages in de ondernemingen, het buitengewoon onderwijs en het onderwijs met beperkt leerplan, de positieve discriminatie, de voorkoming van het geweld en de problematiek van de meerderjarige leerlingen.

De derde sessie heeft als doel bij de kandidaten de bekwaamheid te ontwikkelen de materies inzake wetgeving en reglementering die verband houden met de uitoefening van hun ambt moeiteloos te beheersen.

Art. 21. De brevetten van opvoeder-huismeester en van directiesecretaris worden uitgereikt op het einde van twee vormingssessies; elke sessie wordt afgesloten met een afzonderlijke proef.

De eerste vormingssessie heeft als doel bij de kandidaten relationele bekwaamheden te ontwikkelen.

De tweede sessie heeft als doel bij de kandidaten de bekwaamheid te ontwikkelen de materies inzake wetgeving en reglementering moeiteloos te beheersen, hun capaciteiten inzake administratief beheer uit te breiden, hulpmiddelen inzake informatica die voor de uitoefening van hun ambt gebruikt worden te beheersen.

Art. 22. § 1. Er wordt een Vaste Bevorderings- en Selectiecommissie opgericht, hierna « de Vaste Commissie » genoemd.

§ 2. De Vaste Commissie brengt op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, adviezen uit over de toepassing van de artikelen 19, 20 en 21. Zij richt tot de Regering, volgens door deze nader te bepalen regels, de voorstellen die in de artikelen 23, 24 en 27 bepaald zijn.

§ 3. De Vaste Commissie bestaat uit :

1° drie ambtenaren-generaal;

2° drie hoofden van onderwijsinrichtingen van het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

3° drie inspecteurs of inspecteurs-generaal van het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

4° drie vast benoemde leden van het onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap, aangesteld door de Regering op de voordracht van de representatieve vakorganisaties; elke vakorganisatie telt ten minste een lid.

De Regering van de Gemeenschap stelt de leden van de Vaste Commissie aan voor een termijn van vier jaar; niemand mag daartoe benoemd worden indien hij zich niet in de administratieve stand dienstactiviteit bevindt.

Ieder lid van de Vaste Commissie die vóór het verstrijken van zijn mandaat niet meer beantwoordt aan de voorwaarden van de leden 1 en 2 wordt vervangen. De vervanger voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

§ 4. De Vaste Commissie brengt haar adviezen uit en doet haar voorstellen bij meerderheid van haar aanwezige leden. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

De Regering stelt een secretaris voor de Vaste commissie aan uit de ambtenaren van niveau 1 van de diensten van de Regering.

De Regering bepaalt de andere werkingsmodaliteiten van de Vaste Commissie alsook haar huishoudelijk reglement. Zij stelt haar voorzitter aan uit de drie ambtenaren-generaal bedoeld bij paragraaf 3.

Art. 23. De Regering organiseert de vormingssessies bedoeld bij de artikelen 19, 20 en 21 op de voordracht van de Vaste Commissie. Vormingssessies mogen gemeenschappelijk ingericht worden voor verschillende ambten.

Op de voordracht van de Vaste Commissie, kan de Regering de kandidaten vrijstellen van sommige vormingen:

1° indien zij titularis zijn van een ander brevet;

2° indien zij het bewijs leveren gelijkwaardige vormingen te hebben gevolgd.

De vorming is kosteloos. Zij wordt prioritair georganiseerd buiten de normale activiteitsperiodes van de schoolinrichtingen. De personeelsleden die een vorming volgen, worden geacht als zijnde in dienstactiviteit.

Ieder personeelslid wordt tot de vorming toegelaten waarvoor het zich wenst in te schrijven, behoudens in de volgende gevallen :

1° op de datum van zijn aanvraag om deelneming voldoet de betrokkene niet of niet meer aan alle voorwaarden vermeld in artikel 8, lid 1, 1°, 2°, 3°, 4° en 5° of in lid 2, 1° en 2° van hetzelfde artikel;

2° de vorming waarvan sprake bereidt voor op een proef die betrokkene niet mag afleggen omwille van artikel 25, lid 1.

Het belang van de dienst mag niet ingeroepen worden t.o.v. het personeelslid wiens aanvraag om deelneming aan een vorming niet mag worden afgewezen om een van de bij lid 4 bedoelde redenen.

Art. 24. Op de voordracht van de Vaste Commissie, organiseert de Regering de proeven die elke vormingssessie afsluiten.

De Regering stelt de examencommissies samen en bepaalt hun werkingsmodaliteiten.

Elke examencommissie bestaat uit :

1° drie ambtenaren-generaal, aangesteld door de Regering;

2° drie leden, gekozen onder het onderwijspersoneel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, titularis van het te begeven ambt of van een bevorderingsambt, door de Regering aangesteld;

3° drie personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, titularis van het te begeven ambt of van een bevorderingsambt, aangesteld door de Regering op de voordracht van de representatieve vakorganisatie; elke vakorganisatie heeft ten minste een vertegenwoordiger.

Voor ieder werkend lid stelt de Regering, volgens dezelfde modaliteiten, een plaatsvervangend lid aan, dat enkel zitting heeft wanneer het werkend lid afwezig is.

De examencommissies nemen hun beslissingen bij meerderheid van de aanwezige leden en delen ze mede aan de Regering.

De Regering stelt een secretaris van de examencommissie aan onder de ambtenaren van niveau 1 van de diensten van de Regering.

Na elke proef worden de kandidaten ofwel toegelaten ofwel afgewezen. Er wordt geen enkele rangschikking gemaakt.

Art. 25. Niemand mag noch de tweede noch de derde proef bedoeld bij de artikelen 19, 20 en 21 afleggen, indien hij voor de vorige proef niet is geslaagd.

De personeelsleden die in het ambt van provisor of onderdirecteur zijn benoemd of die tijdelijk het ambt hebben waargenomen gedurende meer dan 600 dagen, gespreid over ten minste drie schooljaren, die houder zijn van het brevet dat met dit ambt verband houdt en die kandidaat zijn voor het ambt van studieprefect of directeur, worden geacht geslaagd te zijn voor de proef van de eerste vormingssessie.

De personeelsleden die in het ambt van studieprefect of directeur, van werkplaatsleider, van directeur in het lager secundair onderwijs, van directeur in een kleuter-, lagere of basisschool zijn benoemd of die tijdelijk het ambt hebben waargenomen gedurende meer dan 600 dagen, gespreid over ten minste drie schooljaren, die houder zijn van het brevet dat met dit ambt verband houdt en die zich kandidaat hebben gesteld voor het ambt van inspecteur, worden geacht geslaagd te zijn voor de proef van de eerste vormingssessie.

Art. 26. De personeelsleden die voor de laatste proef zijn geslaagd, zijn titularis van het brevet dat verband houdt met het ambt.

Art. 27. § 1. Op de voordracht van de Vaste Commissie, stelt de Regering een bevorderingscommissie samen voor de kandidaten voor een inspectieambt.

De Regering verzoekt de houders van de overeenstemmende brevetten zich kandidaat te stellen.

De benoeming als inspecteur gebeurt op de gemotiveerde voordracht van de bevorderingscommissie, die per betrekking een lijst van ten hoogste vijf kandidaten voorlegt, gerangschikt volgens hun verdiensten.

§ 2. De Regering benoemt in het ambt van inspecteur-generaal op de gemotiveerde voordracht van de bevorderingscommissie, die een lijst van ten hoogste vijf kandidaten voorlegt, gerangschikt volgens hun verdiensten.

§ 3. Ieder personeelslid mag van zijn benoeming afzien binnen de 600 dagen die volgen op zijn eerste toetreding tot het bevoeringsambt. Ieder tijdelijk aangesteld personeelslid mag van zijn aanstelling op gelijk welk ogenblik afzien. In beide gevallen reïntegreert het personeelslid definitief zijn ambt van afkomst en, behoudens behoorlijk gemotiveerde buitengewone omstandigheden, zal het slechts voor een nieuwe affectatie aangesteld mogen worden indien het geantwoord heeft op een nieuwe oproep gericht overeenkomstig § 1.

Art. 28. § 1. De Regering verzoekt ten minste om de twee jaar de houders van de brevetten die verband houden met de andere ambten dan deze bedoeld bij artikel 27 zich kandidaat te stellen, waarbij zij worden verzocht de inrichtingen waar zij wensen geaffecteerd te worden nader te bepalen. Deze kandidaten worden gerangschikt volgens hun dienstanciënniteit voor elke gekozen inrichting. Zij worden volgens de volgorde van die rangschikking aangesteld eerst in de vacante betrekkingen en bij gemis in andere beschikbare betrekkingen. De kandidaten mogen geen melding maken van de prioritaire volgorde onder de inrichtingen waar zij wensen geaffecteerd te worden.

Wanneer een titularis van het brevet zich niet kandidaat heeft gesteld voor een betrekking van het betrokken ambt in een inrichting, stelt de Regering een personeelslid aan van een inrichting van de Franse Gemeenschap dat voldoet aan de andere bij artikel 8 bedoelde voorwaarden.

Dat personeelslid krijgt voorrang op iedere andere kandidaat voor een selectieambt of een bevoeringsambt in bedoelde inrichting wanneer het titularis wordt van het brevet en voor zover de betrekking ondertussen niet werd toegewezen bij reëffectatie of terugroeping in dienstactiviteit, wijziging van affectatie of aanstelling van een kandidaat titularis van het brevet dat verband houdt met het ambt. Het personeelslid bedoeld bij lid 4 heeft evenwel voorrang op het lid bedoeld in dit lid.

Wanneer de betrekking die bezet wordt door een personeelslid, houder van het brevet, bij reëffectatie, terugroeping in dienstactiviteit of wijziging van affectatie toegekend wordt, of ook wanneer de titularis van de betrekking zijn functies hervat, dan wordt het betrokken personeelslid opnieuw in een betrekking geaffecteerd waarvoor het zich kandidaat heeft gesteld en heeft het lid voorrang op gelijk welke andere kandidaat.

Ingeval er verschillende titularissen van het brevet die overeenkomstig de bepalingen van lid 4 een onderbreking van hun affectatie hebben opgelopen, zich kandidaat voor dezelfde betrekking hebben gesteld, worden zij aangesteld volgens de volgorde van hun dienstanciënniteit.

Ieder personeelslid mag van zijn benoeming afzien binnen de 600 dagen die volgen op zijn eerste toetreding tot het selectieambt of het bevoeringsambt. Ieder tijdelijk aangesteld personeelslid mag van zijn aanstelling op gelijk welk ogenblik afzien. In beide gevallen reïntegreert het personeelslid definitief zijn ambt van afkomst en, behoudens behoorlijk gemotiveerde buitengewone omstandigheden, zal het slechts voor een nieuwe affectatie aangesteld mogen worden indien het geantwoord heeft op een nieuwe oproep gericht overeenkomstig § 1.

§ 2. De titularis van het brevet wordt op 1 januari benoemd in de betrekking die het bezet indien de betrekking vacant is, onder voorbehoud dat het lid zich beschikbaar had verklaard voor een definitieve wijziging van affectatie op vorige 1 oktober.

De titularis van het brevet die niet kan benoemd worden in de betrekking die hij bezet, kan zijn benoeming in een andere vacante betrekking aanvragen dan die waarin hij is geaffecteerd voor zover die betrekking niet bij reëffectatie of verandering van affectatie wordt toegewezen noch toegekend werd aan een andere titularis van het brevet.

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 29. Artikel 19 van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 19. De leerlingen ingeschreven in het onderwijs met beperkt leerplan komen in aanmerking voor het ambt van werkmeester of van werkplaatsleider in de inrichting waar zij het grootste gedeelte van hun lessen beroepspraktijk volgen. Het aantal leerlingen wordt voorzien van de coëfficiënt 0,5.

Lid een is niet van toepassing op de schoolinrichtingen voor sociale promotie die leergangen beroepspraktijk geven aan leerlingen van het secundair onderwijs met beperkt leerplan. »

Art. 30. Aan artikel 21 *quater*, ingevoegd in het decreet van 29 juli 1992 bij het decreet van 2 april 1996 en aangevuld bij het decreet van 24 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden « of van provisor of van onderdirecteur die in het bijzonder belast is met de eerste graad » geschrapt;

2° lid 3 wordt geschrapt;

3° in lid 4 worden de woorden « of van provisor of onderdirecteur die in het bijzonder belast is met de eerste graad » geschrapt.

Art. 31. In het hoofdstuk 2bis van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt een artikel 21 *quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 21 *quinquies*. § 1. Er wordt (worden) een of verschillende betrekkingen van werkmeester alsook een of verschillende betrekkingen van werkplaatsleider opgericht, indien de inrichting een aantal leerlingen telt dat ten minste gelijk is aan de hierna bedoelde minima in het kwalificatie-, beroeps-, technisch of kunstonderwijs, in het technisch overgangsonderwijs van de afdelingen « landbouwkunde », « nijverheid » en « bouwkunde », in het overgangsonderwijs voor de kunst en in het tweede jaar van het beroepsonderwijs.

§ 2. Om het aantal betrekkingen van werkmeester of van werkplaatsleider te bepalen, worden bedoelde aantallen leerlingen voorzien van een coëfficiënt. Deze coëfficiënt is de eenheid, behoudens :

1° in het beroepsonderwijs van de afdeling « nijverheid », waar het op 1,5 staat;

2° in het beroepsonderwijs van de afdelingen « bouwkunde » en « hotelbedrijf-voeding », waar het op 1,4 staat;

3° in het beroepsonderwijs van de afdeling « landbouwkunde », waar het op 1,3 staat;

4° in het beroepsonderwijs van de afdeling « kleding » en de groep « schoonheidszorg » in de afdeling « dienstverlening aan personen », waar het op 1,2 staat;

5° in het technisch en beroepsonderwijs van de afdelingen « economie » en « toegepaste wetenschappen », waar het op 0,2 staat;

6° in het technisch en beroepsonderwijs van de afdelingen « dienstverlening aan personen » — behoudens, in het beroepsonderwijs, de groep « schoonheidszorg » —, waar het op 0,5 staat;

7° in het technisch en beroepsonderwijs van de afdeling « toegepaste kunsten » - behoudens de groepen « grafische nijverheid », « drukkerij », « gravure - juweelkunst », « gravure- ciseleerkunst » en « juwelenindustrie » —, waar het op 0,2 staat;

8° in het aanvullend secundair beroepsonderwijs, waar het op 0,5 staat, behoudens de afdeling « kleding », waar het op 1,2 staat;

9° in het kunstonderwijs, waar het op 1,5 staat;

10° in het technisch en beroepsonderwijs van de afdeling « toegepaste kunsten » — groepen « gravure - juweelkunst », « gravure- ciseleerkunst » en « juwelenindustrie » —, waar het op 0,5 staat.

De uitslagen worden naar de boveneenheid afgerond.

De betrekkingen van werkmeester of van werkplaatsleider mogen ofwel opgericht worden, ofwel behouden blijven overeenkomstig onderstaande tabel:

Betrekkingen	Oprichtingsnorm	Behoudsnorm
Werkmeester	180	150
Werkmeester	360	300
Werkplaatsleider	540	450
Werkmeester	740	600
Werkmeester	940	750
Werkmeester	1140	900
Werkmeester	1340	1080
Werkplaatsleider	1540	1260
Werkmeester	1740	1440

Er wordt een bijkomende betrekking van werkmeester opgericht of behouden respectievelijk per volledige schijf van 200 en 180.

In elke inrichting mogen er een betrekking van werkmeester alsook een betrekking van werkplaatsleider gedurende twee schooljaren behouden blijven wanneer de norm niet meer wordt bereikt, ongeacht het aantal afwijkingen bekomen bij de inwerkingtreding van het decreet met toepassing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 november 1991 houdende de vereisten voor de oprichting en de instandhouding van de betrekkingen van werkmeester en werkplaatsleider in de inrichting voor secundair onderwijs, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 oktober 1995.

§ 3. De pas opgerichte betrekkingen worden slechts als vacant beschouwd voor een benoeming in vast verband indien zij beantwoorden aan de oprichtingsnorm en indien deze gedurende de laatste twee schooljaren werd bereikt.

De eerste betrekking van werkmeester en de eerste betrekking van werkplaatsleider, die op 30 juni 1998 bestonden, zelfs in de vorm van behoud, worden geacht de voorwaarde te vervullen inzake vacante betrekking bepaald in deze paragraaf.

§ 4. De personeelsleden in vast verband benoemd of aangeworven die in dienstactiviteit zijn op de datum van uitwerking van het decreet worden in dienstactiviteit in hun ambt behouden, zonder beperking in de tijd.

De personeelsleden bedoeld bij lid 1 die in overtal zouden zijn, kunnen uiterlijk 1 september 2000 de bepalingen genieten die van toepassing zijn op de personeelsleden die in beschikbaarheid gesteld zijn bij gebrek aan betrekkingen bepaald bij artikel 10 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra.

De in lid 1 bedoelde personeelsleden die vanaf de inwerkingtreding van het decreet in overtal zijn geplaatst en die het voordeel van de bepalingen van lid 2 niet hebben gekregen, worden in hun inrichtende macht geaffecteerd in gelijk welke betrekking van hun ambt die vacant of voorlopig vacant wordt.

Art. 32. In artikel 14 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende wijziging van de wetgeving betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan worden de woorden « vooral belast met de eerste graad » geschrapt.

HOOFDSTUK VI. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 33. In artikel 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, voor onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, worden de rubrieken A, b), B, b), Bbis, b), C, b) en c), D, b) en c) geschrapt.

Art. 34. De artikelen 79, 82, 83, 84, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 93, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 103, 104, 105, 106, 107, 107bis, 108, 109, 110, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs, voor onderwijs voor sociale promotie van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen zijn niet meer van toepassing voor het kleuter-, lager, basis-, secundair, gewoon en buitengewoon onderwijs, behoudens de bepalingen die eigen zijn aan de ambten van directeur van een technisch en pedagogisch centrum en de directeur van de centrum voor zelfvorming en voortgezette vorming.

Art. 35. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd, worden de rubrieken C en D geschrapt.

Art. 36. Het ministerieel besluit van 31 juli 1969 genomen in uitvoering van artikel 93 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt opgeheven.

Art. 37. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen, worden de rubrieken A, Bbis, C en D geschrapt.

Art. 38. De artikelen 2, 3, 4, 5, 6 en 7 van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de ambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een ambt van de inspectiedienst belast met het toezicht op de rijksonderwijsinrichtingen en op de internaten die van deze inrichtingen afhangen, worden opgeheven.

Art. 39. De artikelen 1,2°, 2,2°, 3, 4, 5, 6, 7, en 8 van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van het bekwaamheidsbewijs vereist voor de benoeming tot het ambt van inspecteur of inspectrice technische vakken en beroepspraktijk, worden opgeheven.

Art. 40. Het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de regels betreffende de samenstelling van de bevorderingscommissies bedoeld in het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, is niet meer van toepassing voor het kleuter-, lager, basis-, secundair, gewoon en buitengewoon onderwijs.

Art. 41. Het besluit van de Executieve van 4 november 1991 houdende de vereisten voor de oprichting en de instandhouding van de betrekkingen van werkmeester en werkplaatsleider in de inrichtingen voor secundair onderwijs, wordt opgeheven.

Art. 42. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 17 februari 1993 genomen ter uitvoering van artikel 79 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 43. De personeelsleden die in het ambt van werkmeester of in het ambt van werkplaatsleider in het secundair onderwijs van de lagere graad of in het secundair onderwijs van de hogere graad in vast verband zijn benoemd krachtens de bepalingen die op hen van toepassing waren vóór de datum van inwerkingtreding van het decreet, worden geacht in vast verband benoemd of aangeworven te zijn in het secundair onderwijs, respectievelijk in het ambt van werkmeester of in het ambt van werkplaatsleider.

Bovendien behouden zij het genot van de weddeschaal verbonden aan hun benoeming of aanwerving, tenzij de toepassing van de bepalingen bepaald bij toepassing van artikel 7 van het decreet, hen meer voordeel bijbrengt.

Art. 44. De personeelsleden die in het ambt van directeur in het lager secundair onderwijs benoemd of aangeworven zijn op de datum van inwerkingtreding van het decreet, die in disponibiteit zijn gesteld bij gebrek aan betrekkingen en die niet gereffecteerd of in dienstactiviteit teruggedroepen kunnen worden in hun ambt, worden op eigen verzoek benoemd of in dienst genomen in het ambt van provisor of onderdirecteur wanneer een betrekking vacant blijft na de reffectatie van de personeelsleden die in disponibiteit zijn gesteld bij gebrek aan betrekkingen in dit ambt en na de benoeming van de bij artikel 46 bedoelde personeelsleden.

Wanneer de benoeming of de aanwerving in een andere inrichtende macht gebeurt, is de toestemming van deze macht vereist.

In het onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt de eerste affectatie van de personeelsleden bedoeld bij lid 1 in het ambt van provisor of onderdirecteur uitgevoerd op de voordracht van de Interzonale Aanstellingscommissie, opgericht bij artikel 14ter van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der

inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs en voor onderwijs voor sociale promotie van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 45. § 1. De personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van het decreet in vast verband benoemd of aangeworven zijn in het ambt van provisor of van onderdirecteur, in het bijzonder belast met de 1e graad, worden geacht in vast verband benoemd of aangeworven te zijn in het ambt van provisor of van onderdirecteur.

De personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van het decreet tijdelijk benoemd of aangeworven zijn in het ambt van provisor of van onderdirecteur, in het bijzonder belast met de 1e graad, worden geacht tijdelijk benoemd of aangeworven te zijn in het ambt van provisor of van onderdirecteur.

§ 2. De personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van het decreet in vast verband benoemd of aangeworven zijn in het ambt van provisor of van onderdirecteur in het secundair onderwijs van de hogere graad, worden geacht in vast verband benoemd of in dienst genomen te zijn in het ambt van provisor of van onderdirecteur.

De personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van het decreet tijdelijk benoemd of aangeworven zijn in het ambt van provisor of van onderdirecteur in het secundair onderwijs van de hogere graad, worden geacht tijdelijk benoemd of aangeworven te zijn in het ambt van provisor of van onderdirecteur.

Art. 46. In afwijking van artikel 28, § 1, lid 1, hebben de personeelsleden van de Franse Gemeenschap die tijdelijk werden aangesteld in een selectieambt of een bevorderingsambt en die er ten minste 450 dagen anciënniteit tellen op de datum van de inwerkingtreding van voormeld artikel, voorrang om geaffecteerd te worden in het ambt dat zij in vast verband of voorlopig bekleden, naargelang dit ambt al dan niet vacant is, zodra zij het brevet hebben behaald dat verband houdt met het ambt dat zij uitoefenen.

Art. 47. De geslaagden van bekwaamheidsproeven georganiseerd volgens de voorgaande bepalingen betreffende de toegang tot de bevorderingsambten worden geacht titularis te zijn van het brevet beschreven in het decreet voor het overeenstemmend ambt.

Art. 48. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, behoudens de artikelen 29, 31 en 41, die op 30 juni 1999 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 januari 1999.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met het onderwijs, de audiovisuele sector, de hulpverlening aan de jeugd,
het kindermwzijn en de gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,

Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE.

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 274-1. — Commissieamendementen, nrs. 274-2 tot 274-8. — Verslag, nr. 274-9. — Vergaderingsamendementen, nr. 274-10.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 15 december 1998.

F. 99 — 510

[99/29033]

5 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française définissant les modalités de fonctionnement de la Commission des discriminations positives, en application de l'article 6 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, notamment à l'article 6;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 décembre 1998;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. La Commission des discriminations positives visée à l'article 6 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, est installée auprès de l'administration générale de l'enseignement et de la Recherche scientifique, Direction générale de l'enseignement obligatoire.

Art. 2. En cas de démission ou de décès d'un membre, il est pourvu à son remplacement.

Un membre est démissionnaire d'office s'il perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné.

Art. 3. Les réunions de la Commission des discriminations positives se tiennent au siège de la Direction générale de l'enseignement obligatoire. Le secrétariat est assuré par un des fonctionnaires de niveau 1 visé à l'article 6, § 1^{er}, dernier alinéa, du décret du 30 juin 1998 précité.